



Deux inspecteurs du travail abattus comme des chiens !

le 2 septembre 2004

La façon dont le sujet est traité, comme un fait divers, fait mal au cœur.

La presse ne cherche pas à expliquer comment cela a pu être possible, comment et pourquoi le cerveau dérangé d'un patron qui fraude, exploite honteusement des pauvres «saisonniers, « au noir », ne les déclare pas, peut être amené à assassiner deux agents de contrôle chargés de faire respecter les lois de la République, le Code du travail...

Sans doute que le Medef voulant supprimer, comme il le dit dans son université d'été, le Code du travail, finit par conditionner les esprits, pour banaliser ainsi, au rang de "faits divers", un crime sans précédent !

C'est la première fois dans l'histoire que le fanatisme libéral, anti-règle, anti-loi, anti-droit des salariés, aboutit à ce que deux inspecteurs du travail soient abattus comme des chiens, l'un de face, au fusil, l'autre, une jeune femme de 40 ans, de dos alors qu'elle tentait de s'enfuir...

C'est la barbarie de la chienlit libérale qui se traduit là....

Le patron, ancien militaire, avait annoncé à l'un de ses proches « Tu va voir, je serai dans les journaux et pas en bien... » il a tenté de se faire justice, mais il s'est raté, alors qu'il n'a pas raté nos deux collègues...

Le patron esclavagisait des cueilleurs de prunes, il ne voulait pas respecter leurs droits, leurs salaires, leurs contrats, alors il a tiré lâchement... Que l'on ne nous dise pas qu'il était « dérangé », son acte était prémédité, en refusant le code du travail

et un contrôle, il appliquait le programme ultra-libéral du Medef...

Comment traiter cela comme un fait divers, dans ce contexte, où l'on rabaisse les salariés, où l'on explique qu'ils doivent travailler plus en gagnant moins, où l'on accable le Code du travail en affirmant qu'il empêche de faire des profits encore plus immenses ?

Il faut casser les 35 h selon le gouvernement ? Mais 25 % des 800 000 saisonniers travaillent illégalement 56 h par semaine, et 18 % d'entre eux n'ont pas de contrat de travail, ne sont pas déclarés....

Il y a seulement 427 inspecteurs du travail et 813 contrôleurs pour faire respecter 400 lois et 8000 décrets, pour défendre le droit de 7,8 millions de salariés qui travaillent dans 97 % des entreprises qui ont moins de 50 salariés, et au total pour 15,5 millions de salariés du privé, qui n'ont guère de syndicats, pas de délégués du personnel, pas de comité d'entreprise dans leur immense majorité...

Que fait la République pour défendre le droit contre la fraude quand un patron sur deux est un délinquant et ne paie pas les heures supplémentaires au taux légal ? Des milliards d'heures supplémentaires passent ainsi à l'as, ce qui produit moins de cotisations sociales, moins de retraites, moins de santé, moins de salaire, plus de chômeurs...

Lorsque deux journalistes sont odieusement menacés, on sait tout d'eux, de leur famille, de leur combat pour l'information... Il y a une mobilisation nationale pour les sauver, on

s'unit tous pour cela, ils vont peut-être revenir... mais nos deux collègues ne reviendront jamais

Là il y a deux inspecteurs du travail, un homme, une femme, abattus comme des chiens et on ne sait rien d'eux, de leur famille, de leur travail...

Où est l'émotion, le scandale, l'indignation, la révolte ?

Quand deux gendarmes sont abattus, cela fait la "une " des journaux,

Mais quand il s'agit de la sécurité au travail, le ministère de l'agriculture plaint "toutes les familles des victimes" (et donc celle de l'agriculteur) et le ministre du travail attend six heures avant de faire un communiqué, les médias du soir ne reflètent pas en "une" le crime commis à 16 h 30 !

Où est l'occasion de dire stop au délire libéral qui voudrait supprimer l'inspection du travail ?

N'est-ce pas l'occasion d'expliquer au public ce qu'est ce métier, cette mission ?

Les organisations syndicales vont-elles laisser faire sans appeler à une mobilisation, des esprits, des salariés ? C'est la première fois dans l'histoire qu'un tel assassinat se produit, atteinte aux fonctions de l'inspection, pourtant protégée par l'O.I.T. et chargée "d'alerter les gouvernements en place sur le sort qui est fait aux salariés".

Les accidents du travail augmentent, les maladies professionnelles aussi, les licenciements abusifs aussi, on ne peut laisser traiter cet événement comme un fait divers...

Il faut en tirer toutes les leçons, expliquer le rôle essentiel de l'inspection dans le monde (trois inspecteurs ont été abattus au Brésil il y a quelques mois) et en France

Gérard Filoche, Inspecteur du Travail, syndiqué à la CGT

Autre fait dont l'issue est moins dramatique :

en 1996, Luc Justet et d'autres inspecteurs du travail des Bouches du Rhône organisent un contrôle ciblé sur les Intermarchés. Contre le PDG CHAZEAU de l'Intermarché de Venelles est évoquée une discrimination syndicale contre une employée qui veut se présenter sous l'étiquette FO (il n'y a pas de syndicat dans le supermarché...et pour cause !)...en plus des heures supplémentaires dissimulées, "erreurs" sur les contrats de travail, CDD abusifs, non respect du code du travail et de la convention collective, refus d'organiser des élections professionnelles.

Deux ans plus tard, le PDG CHAZEAU, maire adjoint d'Aix, président du tribunal de commerce, porte plainte, évoquant une "relation sexuelle" de Luc Justet avec la candidate FO, un chantage exercé par l'Inspecteur du travail. Luc Justet est placé en garde à vue. L'enquête judiciaire conduit, un an après, à un non-lieu... Entre temps, cette affaire a brisé la vie professionnelle de Luc Justet (et sans nul doute sa vie personnelle)

Luc Justet dépose plainte en 2000 pour "dénonciation calomnieuse", soutenu par ses collègues de toute la France, contre le PDG CHAZEAU.

L'affaire est jugée en 2003. Le PDG CHAZEAU écope... d'une simple amende. Vous avez dit impunité ?

Notre syndicat Ufict-CGT exprime sa profonde indignation envers ce double assassinat inqualifiable, aboutissement tragique d'une logique décidément intolérable...et d'une impunité générale envers la délinquance patronale.

Notre syndicat assure la famille des deux victimes, leurs proches, amis, collègues, de sa très vive émotion et de sa pleine solidarité.

A l'appel d'organisations syndicales, dont la CGT, les bureaux de l'inspection du travail ont fermé le mardi 7 septembre